

Luttes urbaines et contre-pouvoir !

Anne Latendresse

Occupons nos villes!

Partout d'importantes mobilisations sont en cours : *squatts* et occupations de terrains, revendications liées au logement social, comités de citoyenNEs qui réclament des comptes aux éluEs de leur municipalité, comités populaires qui s'opposent à la tenue de méga événements sportifs, expériences d'agriculture urbaine, forums social local, sommets citoyens et opérations populaires d'aménagement, etc. Certains de ces mouvements dont les agendas convergent autour de préoccupations communes s'organisent au sein de réseaux transnationaux : campagne *Zéro éviction* menée par l'Alliance internationale des habitants, *Network of Global Cities for All*, regroupement pour la promotion de la démocratie participative, Forum social des villes, etc. Et plus récemment, les quartiers centraux de Madrid, Washington ou Athènes sont devenus les lieux de vastes mobilisations populaires. Qu'il s'agisse des campements des *Indignados*, des mouvements *Occupy* ou des foules qui ont déferlé vers les places *Tahrir* au Caire et *Taksim* à Istanbul, les sites occupés représentent, symboliquement du moins, des espaces d'accumulation du capital mondial accaparé par les élites locales. Ces métropoles, lieux de la finance et du grand capital, des centres de recherche et de développement, des sièges sociaux des grandes agences internationales et des corporations transnationales, sont désormais considérées comme les nœuds de la mondialisation. Elles concentrent non seulement des populations immenses, mais aussi de vastes pouvoirs économiques, financiers et politiques. Les *Indignés* en Europe, les *Piqueteros* en Argentine et les *Carrés rouges* au Québec l'ont bien compris, d'où les campements, occupations et stratégies de perturbations économiques (blocage de ponts, de ports, encercllement des ministères et des lieux de rassemblement des élites), qui se déploient dans le ventre du dragon ! Au son des tamtams, des trompettes et de slogans comme « *À qui la rue, à nous la rue* », les manifestantEs font entendre leurs voix et surtout leur refus d'un modèle d'organisation du monde qui se matérialise dans l'espace urbain et exclut le plus grand nombre, les 99 % en question.

La construction des alternatives

Entre-temps, l'effritement et l'évidement des espaces politiques autrefois associés au dispositif étatique et l'imposition de la gouvernance comme mode de planification et de gestion de la ville qui, privilégiant une approche managériale, a pour effet d'évacuer la nature politique des enjeux urbains. Il faut donc se demander si les mouvements urbains sont en mesure de se renouveler, de faire des alliances avec de nouveaux acteurs visant ainsi la construction d'un espace contre-hégémonique à partir duquel pourrait émerger une cité, au sens de lieu de débats, de délibérations et de conflits pouvant permettre aux citoyenNEs de se réappropriier la ville. En d'autres mots, les mouvements urbains sauront-ils contribuer à la nécessaire repolitisation des enjeux urbains et ainsi redevenir les bâtisseurs de la cité? Seulement alors, il sera possible d'expérimenter la ville que nous voulons, soit un territoire aux dimensions humaines, articulée à partir de valeurs et de principes associés à l'écosocialisme (par opposition au développement durable urbain), bref une ville porteuse d'émancipation individuelle et collective...